

# CONVENTION DE FORMATION PROFESSIONNELLE

(Article L.6353-1 du code du travail

Décret N° 2018-1341 du 28 décembre 2018)

Actions avec un financement public (opérateurs de compétences, Faf de non-salariés, commissions paritaires interprofessionnelles régionales, Etat, Régions, Pôle emploi et Agefiph)

Entre les soussignés :

1)..... (*Organisme de formation, adresse, numéro siret*) enregistré sous le numéro de déclaration d'activité ..... auprès de la Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) de CORSE

2)..... (*Désignation de l'entreprise, adresse, numéro siret*) représentée par ..... (*Nom et qualité du signataire*) est conclue la convention suivante, en application des dispositions du Livre III de la sixième partie du code du travail portant organisation de la formation professionnelle.

## **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

L'organisme ..... organisera l'action de formation suivante :

- Intitulé de l'action : .....
- Catégorie d'action de formation (**article L.6313-1 du code du travail**) .....
- Objectifs : .....
- Contenu de l'action de formation : (**document attestant de la mise en œuvre d'un parcours pédagogique. Joint en annexe 1**)
- Moyens prévus : **dispositif composant le parcours pédagogique, les moyens humains (formateur, personne chargée des relations avec le stagiaire) et techniques ainsi que les ressources mobilisées**
- Durée de l'action de formation: .....
- Lieu (**adresse complète**) : .....
- Dates et horaires : .....

## **Article 2 : Effectif formé**

- **Public visé au sens de l'article L 6313-3 du code du travail** .....
- L'organisme ..... accueillera les personnes suivantes (**nom, statut et fonctions au sein de l'entreprise**) :
  - .....
  - .....
  - .....
  - .....

## **Article 3 : Dispositions financières**

En contrepartie de cette action de formation, l'employeur s'acquittera des coûts suivants :

Frais de formation : coût unitaire H.T..... euros x.....stagiaire(s) =.....€ HT.

**ATTENTION CE DOCUMENT EST UN EXEMPLE A ADAPTER SELON CHAQUE CAS**

Frais de restauration : coût unitaire H.T. .... euros x.....jour(s) ..... stagiaire(s) =  
..... € H.T.  
et/ou hébergement

Soit un total de : .....€ H.T.  
Sommes versées par l'entreprise à titre d'acomptes (éventuellement) : .....€ HT  
Sommes restant dues : .....€ H.T.  
T.V.A. (si applicable) ..... €  
**TOTAL GENERAL**.....€ TTC (ou Net de taxe si TVA non applicable)

**Article 4 : Modalités de déroulement (présentiel, à distance, mixte, en situation de travail) et de suivi**

**Article 5 : Modalités de sanction (diplôme, titre professionnel, certification, attestation de fin de formation ou autres)**

.....

**Article 6 : Modalités de règlement**

.....

**Article 7 : Dédit ou abandon**

En cas de dédit par l'entreprise à moins de ..... jours francs avant le début de l'action mentionnée à l'article 1, ou d'abandon en cours de formation par un ou plusieurs stagiaires, l'organisme remboursera sur le coût total, les sommes qu'il n'aura pas réellement dépensées ou engagées pour la réalisation de ladite action.

**Article 8 : Différends éventuels**

Si une contestation ou un différend ne peuvent être réglés à l'amiable, le Tribunal de.....sera seul compétent pour régler le litige.

Fait en double exemplaire, à.....le, .....

Pour l'entreprise  
(Nom et qualité du signataire)  
Cachet de l'entreprise cliente

Pour l'organisme  
(Nom et qualité du signataire)  
(Cachet de l'organisme)